

Parce qu'il ne faut laisser personne sur le côté...

Avec la série de mesures mises en place dans le cadre de la réforme ORE (orientation et réussite des étudiants), le gouvernement a transformé l'outil imparfait qu'était APB en un outil pouvant être discriminant, qui pourrait accentuer les inégalités sociales et scolaires :

- il systématise la sélection à l'Université, là où elle n'existait que marginalement,
- il met en place des outils, qui pourrait être intéressants¹, mais qui génèrent des inégalités entre jeunes : d'une part, ils n'ont pas été anticipés au sein des lycées et d'autre part ils sont inexploitablement en l'état actuel des moyens humains des universités.
- il crée des inégalités de traitement entre les origines sociales des futur.e.s étudiant.e.s parce qu'il prend comme critère essentiel de recrutement les performances scolaires (notes et appréciations) dont on sait tous et toutes qu'elles sont corrélées au milieu social d'origine², .

Face à l'augmentation du nombre d'étudiant.e.s et aux forts taux d'échecs et d'abandons en première année, la priorité doit être portée sur des capacités et des conditions d'accueil à la hauteur des besoins de manière à ne surtout pas rendre sélectives des filières qui ne l'étaient pas jusqu'alors et à ne laisser aucun.e bachelier.ère sur le carreau.

Dans ce contexte, les CEMEA, en tant que mouvement d'éducation, comprennent les inquiétudes que les lycéen.ne.s et les étudiant.e.s expriment un peu partout en France aujourd'hui ; et soutiennent les revendications portées par de nombreux enseignant.e.s chercheur.e.s lors de conseils de département, d'UFR, ou lors d'Assemblées Générales catégorielles ou inter-catégorielles.

Les CEMEA affirment qu'il faut :

- Empêcher que des algorithmes « décident » de l'orientation de notre jeunesse
- Arrêter de croire que les notes sont LE critère pertinent pour rendre compte d'un cursus scolaire et d'une motivation.
- Ne pas appliquer les « règles » des filières sélectives à des filières qui ne le sont pas, voire même réfléchir à une évolution vers la disparition des filières sélectives.
- Empêcher toute forme de sélection à l'entrée à l'université, ce qui devrait être impossible si on se réfère au code de l'éducation, art. L612-13 : « *Le premier cycle est ouvert à tous les titulaires du baccalauréat...* »
- Prendre en compte les jeunes dans la globalité du parcours.

Parce qu'ils se battent pour plus de justice sociale, les CEMEA considèrent urgent :

- d'investir dans la formation initiale pour offrir à notre jeunesse une offre de formation ambitieuse tout en prenant en compte les besoins spécifiques de chacun.e
- d'investir aussi dans la formation continue des personnels de l'Education Nationale afin de les outiller en lien avec les évolutions liées à l'orientation des jeunes.
- d'envisager l'orientation comme centrée sur le, la jeune et ce, dès le collège, dans le cadre du parcours Avenir.
- de travailler à la réduction des inégalités sociales et territoriales (que l'école obligatoire n'a pas encore réussi à effacer) en permettant au plus grand nombre d'accéder à l'université.
- de maintenir la liberté de se former dans le champ disciplinaire de son choix.

Les CEMEA appellent donc à un dialogue concerté et coordonné permettant aux lycéen.ne.s, étudiant.e.s, enseignant.e.s du secondaire, du supérieur et le gouvernement, de construire un système de formation professionnelle et un cursus universitaire justes et ouverts à tous et à toutes.

¹CV, lettre de motivation et préparation d'un entretien.

²<http://www.cnesco.fr/fr/inegalites-sociales-et-migratoires-comment-lecole-les-amplifie/>